



PREFECTURE
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques
et des installations classées
AR

ARRÊTÉ
du - 9 JUL. 2019
portant mise en demeure à la société Gravières et Matériaux Rhénans (GMR)
de se mettre en conformité avec les prescriptions de remise en état
et de dispositif de clôture
pour son site de carrière de Hegenheim et Saint-Louis

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 qui autorise la société R. Foltzer et Cie à exploiter à sec à Hegenheim et St-Louis une carrière de matériaux alluvionnaires et à la remblayer dans le cadre de la remise en état,
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2011 qui autorise le changement d'exploitant de la carrière au profit de la société Gravières et Matériaux Rhénans,
- VU** les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires des 2 octobre 2002 et 29 septembre 2017 et notamment le plan de remise en état finale,
- VU** l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 28 mars 2019,
- VU** la visite d'inspection du site effectuée le 7 juin 2019,
- VU** le rapport du 3 juillet 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que les dispositions de remise en état de la carrière définies à l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 susvisé sont toujours d'actualité, que sauf pour les terrains de la parcelle n° 230 – section 9 – ban communal de Hegenheim (parcelle ayant été exploitée avant 1994 et naturellement re-végétalisée en fond de fouille) et des parcelles n° 437, 438, 440, 442, 444, 197, 446, 448, 450, 433 et 205 – section 9 – ban communal de Hegenheim (site de la société Recyclage et Matériaux des 3 Frontières – RM3F implantée dans le périmètre autorisé de la carrière), la remise en état consiste en un remblaiement jusqu'au terrain naturel dont une couverture de stériles et terre végétale, et qu'il a été constaté que des terrains en bordure immédiate du site RM3F, dans le périmètre de la carrière, sur le ban communal de St Louis (parcelle 47 – section 30) n'ont pas été remblayés, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7-2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994,

CONSIDÉRANT que des parties du talus de raccordement des terrains au niveau naturel de la carrière, jusqu'aux plates-formes d'activités du site de la société RM3F, ne sont pas enherbés, ce qui

constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7-3 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 et du plan de remise en état,

CONSIDÉRANT qu'il est constaté que le merlon utilisé comme dispositif de clôture ne s'oppose pas efficacement au passage, notamment sur la bordure Nord-Ouest des terrains du site de la société RM3F, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2019,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. (...).* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : La société Gravières et Matériaux Rhénans (GMR), désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 105 route de Sainte-Louis – 68220 HEGENHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 7-2 et 7-3 de l'arrêté du 25 janvier 1994 susvisé et de l'article 8-1 de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé, dans le respect des prescriptions des articles qui suivent.

Article 2 : Dispositions de remise en état

Au plus tard le 30 septembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 7-2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 susvisé, s'agissant des mesures de remises en état de la carrière pour les terrains de la parcelle n° 47 – section 30 – ban communal de St Louis en bordure de la plate-forme de recyclage de matériaux de la société RM3F à Hegenheim :

« La remise en état finale (...) consistera en un remblaiement des terrains visés à (...) l'arrêté d'autorisation sauf en ce qui concerne la parcelle n° 230 – section 9 du ban communal de Hegenheim (...).

Pour les parcelles occupées par la centrale de recyclage de matériaux de démolition exploitée par la société RM3F (...), à savoir section 9 de la commune de Hegenheim, les parcelles n° 437, 438, 440, 442, 444, 197, 446, 448, 450, 433 et 205, le remblaiement sera effectué avec des matériaux strictement inertes et devra permettre la constitution de deux plates-formes, l'une située à « moins 4 » mètres par rapport au niveau du terrain naturel, l'autre à « moins 12 » mètres par rapport au niveau du terrain naturel, et selon les éléments figurant dans la demande du 27 mars 2002 (...).

Pour les autres parcelles de la carrière, le remblaiement sera effectué avec des matériaux strictement inertes et devra permettre la remise au niveau des terrains naturels pour une remise en culture, après avoir été recouvert par une couche de stériles et une couche de terre végétale. ».

Article 3 : Dispositions de remise en état

Au plus tard le 30 septembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 7-3 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 susvisé et au plan de remise en état finale, s'agissant de la végétalisation des talus de raccordement des terrains de la carrière (terrain naturel) jusqu'aux plates-formes d'activités du site RM3F, pour les talus situés hors du périmètre autorisé du site RM3F :

« (...) une attention toute particulière sera portée à l'aménagement selon une pente de 30° par rapport à l'horizontale des talus ceinturant l'emprise de la centrale de recyclage (...) et à la végétalisation de ceux-ci. ».

Article 4 : Dispositif de clôture

Au plus tard le 30 septembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 8-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2019 susvisé, s'agissant du dispositif de clôture et plus particulièrement avec les limites des terrains de la plate-forme de recyclage de matériaux de la société RM3F à Hegenheim :

« (...) L'accès à toute zone dangereuse (et notamment les zones d'extraction, de remblaiement) (...) est interdit par une clôture efficace ou par tout autre dispositif présentant une efficacité similaire (...). L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture et des barrages mobiles. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Article 5 : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Gravières et Matériaux Rhénans.

Fait à COLMAR, le **- 9 JUIL. 2019**

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Mulhouse,
secrétaire général suppléant,

SIGNÉ

Jean-Noël CHAVANNE

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

